

République centrafricaine – Urgence complexe

8 décembre 2023

COUP D'ŒIL SUR LA SITUATION

6,1 MILLIONS	3,4 MILLIONS	2 MILLIONS	490 868	748 873
Population estimée en RCA	Nombre estimé de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire	Nombre attendu de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë entre septembre et avril	Déplacés internes en RCA	Nombre de réfugiés de RCA résidant dans les pays voisins
<i>ONU, novembre 2022</i>	<i>ONU, mai 2023</i>	<i>IPC, mai 2023</i>	<i>HCR, septembre 2023</i>	<i>HCR, octobre 2023</i>

- On estime que 2 millions de personnes en RCA devraient connaître des niveaux d'insécurité alimentaire aiguë de niveau Crise - IPC 3 - ou pire entre septembre 2023 et mars 2024.
- Les partenaires de l'USAID/BHA ont distribué des produits alimentaires et de secours aux populations touchées par les fortes pluies et les inondations à Bangui à la fin du mois de novembre.
- Le nombre de nouveaux arrivants en RCA en provenance du Soudan a ralenti depuis début octobre, selon l'ONU. Les demandeurs d'asile, les réfugiés et les rapatriés centrafricains qui sont arrivés en RCA du Tchad et du Soudan depuis mars continuent d'avoir besoin d'une aide humanitaire, et les difficultés d'accès continuent de limiter la capacité des acteurs humanitaires à atteindre ces communautés.



¹ Le financement humanitaire en interventions d'urgence complexe en République centrafricaine pour l'exercice fiscal 2023 sera inclus dans les produits futurs lorsqu'il sera engagé. Pour plus d'informations sur le financement du gouvernement américain relatif aux interventions au cours de l'exercice fiscal 2023, reportez-vous à la fiche d'information n° 4 sur l'urgence complexe en République centrafricaine publiée le 30 septembre 2023, disponible sur le site web de l'USAID à l'adresse <https://www.usaid.gov/humanitarian-assistance/where-we-work>.

PRINCIPAUX DÉVELOPPEMENTS

Environ 2 millions de Centrafricains seront probablement confrontés à une insécurité alimentaire aiguë entre septembre 2023 et mars 2024

Selon une analyse de l'IPC publiée en novembre, environ 2 millions de personnes en République centrafricaine (RCA) connaîtront probablement des niveaux d'insécurité alimentaire aiguë de niveau Crise - IPC 3 - ou pire entre septembre 2023 et mars 2024, en grande partie en raison des prix élevés des denrées alimentaires de base.² Sur ces 2 millions de personnes, l'analyse prévoit que 360 000 personnes seront confrontées à une insécurité alimentaire aiguë de niveau Urgence - IPC 4 - dans la sous-préfecture de Yalinga (préfecture de la Haute-Kotto) et les sous-préfectures de Bambouti, Djema, Obo et Zemio (préfecture du Haut-Mbomou) durant cette période. Il convient de noter que les 2 millions de personnes confrontées à une insécurité alimentaire aiguë de niveau Crise - IPC 3 - ou pire entre septembre 2023 et mars 2024 représentent une diminution d'environ 400 000 personnes par rapport à la période de mars à septembre, en raison des récoltes saisonnières. Les prix élevés des aliments de base, tels que le manioc, le maïs et les arachides, liés à l'activité des acteurs armés qui perturbent le bon fonctionnement du marché, entraînent des niveaux élevés d'insécurité alimentaire dans les zones touchées par le conflit dans les préfectures de l'est et du nord-est de la RCA, réduisant la capacité des ménages vulnérables à acheter des quantités suffisantes de nourriture, selon le Réseau de systèmes d'alerte précoce contre la famine (FEWS NET). L'analyse de l'IPC prévoit que les préfectures ayant la plus forte proportion de population en situation de Crise - IPC 3 - ou pire jusqu'en mars 2024 seront celles du Haut-Mbomou, du Mbomou et de la Nana-Mambéré.

En outre, les niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë et la propagation de la diarrhée liquide aiguë et de la rougeole, ainsi que l'accès limité aux services de santé et d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH), ont un effet néfaste sur les conditions nutritionnelles en RCA, selon le rapport de l'IPC. D'après ce même rapport, environ 177 000 enfants âgés de cinq ans et moins et 162 000 femmes enceintes et allaitantes (FEA) devraient connaître des niveaux de malnutrition aiguë Sévère (Phase 3 de l'IPC MNA) ou pire entre septembre 2023 et août 2024, ce qui représente une diminution de 41 % et une augmentation de 15 %, respectivement, par rapport aux estimations pour la même période en 2023.³ Cela comprend plus de 45 000 enfants qui connaîtront probablement des niveaux de malnutrition aiguë Critique (Phase 4 de l'IPC MNA) dans la sous-préfecture de Kouï (préfecture de l'Ouham-Pendé) et dans le camp de réinstallation de Birao (préfecture de la Vakaga). En outre, l'analyse de l'IPC prévoit que la situation nutritionnelle s'aggraverait entre avril et août 2024, cinq sous-préfectures passant de la phase Sévère de malnutrition aiguë à la phase Critique. Les acteurs humanitaires attribuent l'augmentation prévue de la malnutrition aiguë à la détérioration de l'environnement sécuritaire et aux mauvaises conditions de santé et d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH), y compris la consommation d'eau non potable, qui continuent de saper les efforts visant à améliorer les résultats nutritionnels pour les enfants et les FEA.

² La classification intégrée des phases de la sécurité alimentaire (IPC) est une initiative multipartenaire qui a développé une échelle standardisée pour classer la gravité et l'ampleur de l'insécurité alimentaire. L'échelle IPC, qui est comparable à travers les pays et le temps, va de Minimale-IPC 1 à Famine-IPC 5 pour une insécurité alimentaire aiguë. La phase 5 de l'IPC est qualifiée de « catastrophe » lorsqu'il s'agit de classer un ménage et de « famine » lorsqu'il s'agit de classer une zone. On parle de famine lorsqu'au moins 20 % de la population d'une région donnée est confrontée à un manque extrême de nourriture, que la prévalence de la malnutrition aiguë globale, mesurée par le Z-score poids/taille, dépasse 30 % et que le taux de mortalité est supérieur à 2 pour 10 000 par jour.

³ L'IPC est une initiative multipartenaire qui a également développé une échelle standardisée pour classer la gravité de la malnutrition aiguë. L'échelle de malnutrition aiguë de l'IPC (IPC MNA), qui est comparable à travers certains pays et dans le temps, va de Acceptable (Phase 1 de l'IPC MNA) à Extrêmement critique (Phase 5 de l'IPC MNA).

Les inondations entraînent des déplacements, affectant plus de 55 000 personnes en novembre

Malgré la fin de la saison des pluies, qui s'étend de mai à octobre, de fortes pluies et les inondations qui en ont résulté ont affecté environ 15 000 personnes dans la capitale de la RCA, Bangui, et plus de 40 000 personnes dans les environs les 24 et 25 novembre, selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Les pluies ont endommagé ou détruit des champs agricoles, des infrastructures critiques et des centaines de maisons dans et autour de la ville, exacerbant les besoins humanitaires existants. Les partenaires du Bureau USAID d'assistance humanitaire (USAID/BHA), l'OIM et le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations Unies, ont fourni une assistance aux populations affectées fin novembre. Toutefois, les acteurs humanitaires ont signalé que de nombreuses zones affectées étaient inaccessibles en raison des inondations.

En outre, les fortes pluies saisonnières et les inondations ont fait plusieurs morts et touché près de 1 500 personnes dans la sous-préfecture de Bouca (Ouham) et dans la sous-préfecture de Bamingui-Bangoran (Bamingui) entre début août et début octobre, selon la Croix-Rouge centrafricaine. En réponse, un partenaire de l'USAID/BHA a distribué des fournitures de secours, notamment des couvertures, des kits d'hygiène, des ustensiles de cuisine, des moustiquaires, du savon et des bâches à plus de 1 700 personnes à Bouca, et a réhabilité quatre points d'accès à l'eau entre le 3 et le 9 octobre. Selon les acteurs humanitaires, les personnes touchées qui ont trouvé refuge dans les écoles et auprès de membres de la communauté d'accueil avaient besoin de produits de secours, d'aide alimentaire, d'abris et d'une assistance WASH à la fin du mois d'octobre.

Les engins explosifs ont des effets néfastes sur les civils et l'accès à l'aide humanitaire

Près de 65 incidents impliquant des mines terrestres et d'autres engins explosifs ont entraîné la mort d'au moins 18 civils entre le début du mois de janvier et le 18 novembre, ce qui représente une tendance continue à la hausse des incidents liés aux engins explosifs dans l'ensemble du pays depuis avril 2021, selon l'ONU. En novembre, le nombre de décès liés aux explosifs en 2023 avait doublé par rapport à 2022, et le nombre d'incidents liés aux explosifs avait augmenté de 15 %. En RCA, les engins explosifs menacent la sûreté et la sécurité des civils, qui représentaient près de 75 % des victimes en 2023 à compter de novembre, selon l'ONU. En outre, alors que les partenaires continuent de fournir une assistance dans les régions les plus touchées, la présence accrue et présumée d'engins explosifs aggrave l'impact de l'insécurité persistante sur l'accès humanitaire, limitant le nombre de personnes que les acteurs humanitaires sont en mesure d'atteindre. Les zones les plus touchées par les mines terrestres et autres engins explosifs comprennent les préfectures de la Mambéré-Kadei, de la Nana-Mambéré, de l'Ouham et de l'Ouham-Pendé, à l'ouest du pays, où près de 940 000 personnes avaient besoin d'une aide humanitaire d'urgence à compter du mois d'octobre, selon l'ONU.

L'assistance en matière d'abris et d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH) reste prioritaire pour 449 000 personnes déplacées EN RCA

Selon une évaluation de l'OIM publiée en septembre, environ 449 000 personnes sont toujours déplacées à l'intérieur du pays, et beaucoup d'entre elles ont d'importants besoins en matière d'abris et d'assistance WASH. Parmi les plus de 4 000 localités accueillant des personnes déplacées internes (PDI) évaluées par l'OIM, plus de 25 % des PDI vivaient dans des abris endommagés ou partiellement détruits, construits avec des bâches délabrées. En outre, plus de 50 % des localités évaluées n'ont pas accès à de l'eau potable et à des latrines fonctionnelles, ce qui expose les individus aux maladies d'origine hydrique et encourage la défécation à l'air libre. Les besoins prioritaires en matière de WASH comprennent l'amélioration de l'accès à l'eau potable ; la réhabilitation et l'entretien des infrastructures, y compris des trous de forage et des points d'eau ; et la construction de nouvelles latrines, selon l'OIM. Alors que les

niveaux globaux des besoins humanitaires parmi les personnes déplacées sont restés stables ou ont légèrement diminué entre 2019 et 2023, l'ampleur des besoins urgents en matière d'abris et d'assistance WASH reste une préoccupation majeure pour les acteurs humanitaires, selon une évaluation des besoins multisectoriels réalisée par REACH entre juin et septembre dans 16 des 20 préfectures de la RCA. En outre, la part des ménages ayant déclaré avoir accès à l'eau potable s'est légèrement améliorée, passant de 70 % en 2022 à 74 % en 2023, selon REACH. Cependant, la violence continue d'entraîner des déplacements dans plusieurs sous-préfectures du Haut-Mbomou, de la Haute-Kotto et de l'Ouaka, ce qui détériore davantage les conditions humanitaires dans ces communautés. L'eau potable et les installations WASH fonctionnelles restaient rares en septembre en raison de la destruction généralisée des infrastructures WASH lors des affrontements armés, selon l'OIM.

Le nombre de nouveaux arrivants du Soudan se stabilise et les partenaires redéfinissent les priorités en matière d'aide

Environ 25 700 rapatriés centrafricains et réfugiés soudanais sont arrivés dans les préfectures de la Bamingui-Bangoran, de la Haute-Kotto et de la Vakaga entre la mi-avril, lorsque le conflit au Soudan s'est intensifié, et début décembre, selon l'ONU. L'afflux de nouveaux arrivants s'est ralenti depuis le début du mois d'octobre, et un grand nombre des 4 700 rapatriés centrafricains qui sont rentrés en RCA depuis le début de la crise soudanaise sont probablement retournés dans leur région d'origine, selon les acteurs humanitaires. Cependant, ceux-ci ont noté que les déplacements le long de la région frontalière entre la RCA et le Soudan restent fluides et qu'il est difficile de confirmer le nombre de réfugiés et de rapatriés. Les nouveaux arrivants restent en grande partie dans la Haute-Kotto et la Vakaga, où le PAM et d'autres partenaires de l'USAID/BHA et du Bureau de la population, des réfugiés et des migrations du Département d'État américain (État/PRM) continuent à apporter leur soutien, selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Cependant, les contraintes d'accès physique, notamment l'inaccessibilité des routes en raison de la saison des pluies de mai à novembre, ont limité la capacité de réponse des acteurs humanitaires et ont conduit le HCR à suspendre les réinstallations organisées en juillet. Malgré la pause, 1 500 personnes se sont réinstallées sur le site de déplacement de Korsi à l'extérieur de la capitale de la Vakaga, Birao, portant le nombre total de personnes prenant refuge à Korsi à plus de 2 400 début décembre, selon l'ONU. Les acteurs humanitaires fournissent des services d'éducation, de santé et de protection sur le site de Korsi, et ont construit plus de 630 abris et 200 latrines et douches à Korsi et dans la ville d'Am-Dafock (préfecture de la Vakaga) au début du mois de décembre, selon le HCR. Les chiffres globaux des déplacements dans les zones situées le long de la frontière entre la RCA et le Soudan sont restés fluides car l'amélioration des conditions de sécurité a permis aux réfugiés soudanais et aux rapatriés centrafricains d'accéder aux marchés et aux services de base au Soudan, selon une enquête de l'OIM datant du mois de juin. En raison du ralentissement des arrivées en provenance du Soudan, l'USAID/BHA aide ses partenaires à transférer des ressources pour répondre aux besoins émergents de plus de 37 000 réfugiés tchadiens résidant dans le nord-ouest de la RCA, dont la plupart ont fui vers la sous-préfecture de Paoua (Ouham-Pendé) entre avril et septembre en raison de la violence des groupes armés au Tchad, le long de la frontière entre la RCA et le Tchad, selon l'ONU.

CHIFFRES CLÉS



265 000

Personnes atteintes par le PAM, partenaire de l'USAID/BHA, en août



7

Partenaires soutenant les activités de santé et de nutrition financés par l'USAID/BHA



2

Partenaires financés par l'USAID/BHA qui soutiennent les opérations logistiques critiques

RIPOSTE DU GOUVERNEMENT AMÉRICAIN

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

L'USAID/BHA soutient le PAM pour fournir une assistance alimentaire d'urgence - y compris des transferts d'argent, de la nourriture achetée au niveau local et régional, des bons échangeables contre de la nourriture sur les marchés locaux, et du riz, des pois cassés et de l'huile végétale provenant des États-Unis - aux populations en situation d'insécurité alimentaire dans toute la RCA, y compris les communautés d'accueil, les PDI, les réfugiés et les rapatriés. L'USAID/BHA soutient également les organisations non gouvernementales (ONG) partenaires pour fournir une assistance alimentaire d'urgence aux populations dans le besoin dans l'ensemble du pays. En outre, les partenaires de l'USAID/BHA fournissent des intrants agricoles et des formations pour renforcer la sécurité alimentaire et faciliter la réhabilitation des moyens de subsistance des ménages les plus vulnérables de la RCA.

SANTÉ ET NUTRITION

L'USAID/BHA aide les ONG partenaires à mener des programmes d'alimentation complémentaire pour les enfants âgés de cinq ans et moins et les FEA, en créant des voies d'orientation communautaire afin d'identifier et de traiter les cas de malnutrition. Par l'intermédiaire du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), l'USAID/BHA fournit également une aide nutritionnelle d'urgence aux enfants, aux mères et à leurs aidants. En outre, l'USAID/BHA assiste les ONG dans la fourniture d'une assistance sanitaire, qui couvrent notamment des traitements diagnostiques, l'exploitation de cliniques mobiles et des services d'orientation pour les maladies et les blessures. Les ONG partenaires de l'USAID/BHA fournissent aussi des produits médicaux essentiels ainsi qu'une formation aux intervenants communautaires et aux cliniques.

SOUTIEN LOGISTIQUE

Les partenaires de l'USAID/BHA fournissent des services logistiques essentiels dans le cadre de la réponse humanitaire en RCA. En raison de l'accès routier insuffisant à travers le pays, l'USAID/BHA soutient le service aérien humanitaire des Nations Unies (UNHAS) pour assurer le transport humanitaire du personnel et des marchandises à travers la RCA et pour fournir un service aérien aux ONG partenaires. En outre, les ONG partenaires de l'USAID/BHA assurent la gestion commune de la logistique et du stockage pour les organisations de riposte. L'USAID/BHA a également financé des efforts visant à améliorer les plateformes logistiques à Bangui afin de renforcer les capacités de réponse des partenaires du mécanisme de réponse rapide (RRM) géré par l'UNICEF, permettant aux acteurs de l'aide humanitaire d'envoyer rapidement des fournitures dans les zones touchées par la crise.



8

Partenaires financés par le gouvernement américain qui soutiennent les activités WASH

WASH

Les partenaires de l'USAID/BHA fournissent une assistance WASH critique aux populations dans le besoin dans l'ensemble de la RCA, notamment aux personnes déplacées abritées dans les camps et aux rapatriés. L'USAID/BHA a également soutenu les partenaires RRM gérés par l'UNICEF, qui fournissent une assistance WASH par la construction de latrines, la distribution de kits d'hygiène, l'organisation de sessions de sensibilisation à l'hygiène et la réhabilitation de points d'eau dans toute la RCA. Des activités soutenues par le Département d'État/PRM ont permis de réhabiliter des sources d'eau potable et de soutenir les systèmes de distribution d'eau au sein des communautés vulnérables.



8

Les partenaires financés par le gouvernement américain soutiennent les activités de protection

PROTECTION

Les partenaires de l'USAID/BHA et le Département d'État/PRM continuent de mettre en œuvre des programmes de protection pour les populations les plus vulnérables de la RCA en renforçant les services de protection de l'enfance, en organisant des séances de sensibilisation des communautés aux risques pour la protection, en fournissant des services de gestion et d'orientation des cas d'urgence pour les victimes de la violence sexiste, et en fournissant des services de soutien psychosocial individuel.



3

Partenaires financés par l'USAID/BHA qui soutiennent les activités en matière d'abris et de camps

ABRIS ET CAMPS

L'USAID/BHA soutient les ONG et les agences des Nations Unies en fournissant une assistance individualisée en matière d'abris aux PDI, aux rapatriés et aux communautés d'accueil affectées par le conflit en RCA. Les partenaires de l'USAID/BHA et du Département d'État/PRM distribuent des kits d'abris d'urgence et améliorent les services de coordination et de gestion des camps de déplacés (CCCM) dans tout le pays. En outre, l'USAID/BHA a soutenu l'OIM - co-responsable du CCCM Cluster de la RCA, l'organe de coordination des activités CCCM humanitaires, composé d'agences des Nations Unies, d'ONG et d'autres parties prenantes - en mettant en place au préalable des kits d'abri d'urgence dans l'ensemble du pays. Avec le soutien de l'USAID/BHA, l'OIM collecte des données de suivi de la mobilité et fournit des abris transitoires aux PDI qui regagnent leur région d'origine.

RÉSUMÉ DU CONTEXTE

- En décembre 2012, l'alliance armée Séléka a avancé à travers la RCA en opposition au président de l'époque, François Bozizé. Le 24 mars 2013, les combattants de la Séléka sont entrés dans Bangui, prenant effectivement le contrôle du pays et déclenchant une période de violence généralisée. Les conditions de sécurité se sont encore détériorées en décembre 2013, lorsque des affrontements ont éclaté entre l'alliance Séléka, désormais dissoute, et des milices anti-balaka composées de combattants armés qui s'opposaient aux forces de l'ex-Séléka.
- Après une période de transition de près de trois ans, la RCA a organisé des élections présidentielles en décembre 2015 et en février 2016, qui ont abouti à l'élection du président Faustin-Archange Touadéra, qui a pris ses fonctions le 30 mars 2016.
- Après plus de six ans de conflit, le Gouvernement centrafricain et 14 groupes armés ont signé l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine le 6 février 2019.
- Une flambée de violence liée aux élections a débuté en décembre 2020 entre les groupes armés de la Coalition des patriotes pour le changement (CPC), le gouvernement de la RCA, la MINUSCA et les forces de sécurité bilatérales soutenant le gouvernement de la RCA. Le conflit a exacerbé la détérioration généralisée des conditions humanitaires tout au long de l'année suivante, y compris les nombreuses violations des droits de l'homme attribuées à la présence des groupes armés.
- Le 18 janvier 2021, la Cour constitutionnelle a validé les résultats de l'élection du 27 décembre 2020, ce qui a permis au président Touadéra d'assumer un second mandat. Avant et pendant l'élection, des groupes armés alliés à l'ancien président Bozizé, que la Cour constitutionnelle avait jugé inéligible, ont déployé des efforts concertés pour perturber le scrutin et s'emparer des principales zones urbaines.
- Le 15 octobre 2021, le Président Touadéra a déclaré un cessez-le-feu unilatéral, qui a été accepté par tous les groupes impliqués dans le conflit sauf deux, dont le CPC.
- Le 6 octobre 2023, l'ambassadrice américaine Patricia A. Mahoney a renouvelé la déclaration de besoin humanitaire pour la situation d'urgence complexe en RCA pour l'exercice fiscal 2024 en raison de l'ampleur et de la gravité des besoins humanitaires actuels dans le pays liés aux impacts des conflits, aux chocs climatiques, à l'insécurité alimentaire et à l'afflux de réfugiés en provenance des pays voisins.

¹ L'année de financement indique la date d'engagement ou d'obligation, et non d'affectation, des fonds. Les chiffres du financement reflètent le financement total annoncé publiquement par l'USAID/BHA au 30 septembre 2023 ; le financement du Département d'État/PRM sera mis à jour avec les chiffres finaux de l'exercice 2023 lorsqu'ils seront disponibles.

² Valeur totale de l'aide alimentaire et des coûts associés ajustés des valeurs estimées aux valeurs réelles.

INFORMATIONS SUR LES DONS PUBLICS

- La façon la plus efficace de contribuer aux efforts d'assistance consiste à verser des dons aux organisations humanitaires qui interviennent. La liste des organisations humanitaires qui acceptent des dons pour des interventions d'aide aux populations victimes de catastrophes dans le monde est disponible sur www.interaction.org.
- USAID encourage les dons en argent, car ils permettent aux professionnels de l'aide d'acheter exactement ce qui est nécessaire (souvent dans les régions touchées), de réduire la mobilisation des ressources rares (comme les routes, le temps du personnel et les espaces de stockage), de transférer très rapidement l'aide sans coûts de transport, de soutenir

l'économie des régions frappées par une catastrophe ainsi que d'offrir une assistance respectant les contraintes locales d'ordre culturel, alimentaire et environnemental.

- Pour en savoir plus, consultez :
 - Centre d'information USAID sur les catastrophes internationales : cidi.org
 - Des informations supplémentaires sur les activités d'aide aux populations sinistrées sont disponibles sur www.reliefweb.int.

Les bulletins d'information d'USAID/BHA sont disponibles sur le site USAID à l'adresse suivante :
usaid.gov/humanitarian-assistance/where-we-work